

## ***PRÉFACE***

Le livre de Pierre Verluise, - *20 ans après la chute du mur, l'Europe recomposée*, Choiseul, 2009 - où sont précisément exposées les étapes de la construction européenne et les embûches qu'ont dû surmonter ses protagonistes, notamment les deux acteurs majeurs que sont la France et l'Allemagne, est à l'origine de ce numéro d'AGIR.

Il met en lumière une partie essentielle de la problématique qui est désormais celle de l'Europe, celle de son élargissement oriental en 2004 qui, non seulement en déplace le centre de gravité vers Berlin, mais aussi donne une place cruciale à la Pologne et met en première ligne les relations avec les pays de la CEI, en réalité avec la Russie, une Russie puissance renaissante après l'effondrement du système soviétique à la fin des années 80.

Ce qu'on pourrait considérer comme une forte attraction orientale ou une dérive vers l'Est de l'Union européenne nécessite avant tout que soient préservés les « atouts communautaires » et que soit réaffirmée la vigueur du couple franco-allemand qui en assure la pérennité. Il semble bien, malgré les embûches de la crise financière et économique et malgré des divergences de fond qu'il serait stupide d'occulter, que ce lien entre Paris et Berlin reste solide, sans doute parce qu'irrévocable et indispensable au maintien d'une Union européenne.

Face aux difficultés financières et économiques du moment, et dans un contexte de redistribution des cartes au niveau international, ce lien franco-allemand doit être tout sauf « dormant ». Le poids politique qu'il représente devrait d'abord s'exprimer à Bruxelles avec insistance pour dynamiser une Commission qui vient d'être renouvelée. L'absence des Etats-Unis dont les préoccupations se recentrent sur les questions intérieures et « pacifiques » donne aux Européens une plus grande latitude pour trouver leur propre réponse aux problèmes qui se posent à eux, au sein des 27 comme dans leurs relations avec les autres continents.

Deux questions sont abordées plus précisément dans ce dossier, parce que ce sont celles qui réclament une réévaluation de la situation, peut-être même une « recomposition » du système européen actuel. Alors que le traité de Lisbonne peut enfin entrer en application, avec un exécutif européen complet et des institutions – aussi imparfaites soient-elles – en ordre de marche, nous devons progresser à la fois dans l'amélioration sinon dans la révision, d'une part du « système financier et économique européen », d'autre part des « relations avec les marges orientales de l'Union européenne », qu'il s'agisse de l'Ukraine et de la Biélorussie, mais aussi des pays du Caucase, et surtout de la Russie elle-même. Voilà deux chantiers essentiels dont dépend à l'évidence l'avenir de l'UE.

Si l'élargissement à 27 Etats membres a indéniablement modifié en profondeur la réalité de l'UE, il ne faudrait pas oublier que, depuis une dizaine d'années, le monde entier s'est placé sur une orbite de changement en accélération constante. L'immobilisme européen serait suicidaire à moyen terme, sachant que les réserves de potentiel des grands pays d'Europe sont encore considérables mais en voie d'attrition rapide. Il ne faudrait pas que les intérêts apparents, les rivalités nationales, les difficultés conjoncturelles, fassent passer la belle idée européenne au second plan, c'est-à-dire à la trappe.

Eric de La Maisonneuve